



La Commune



Uribe, l'homme de Bush

l'homme de Bush | Venezuela

Alors que le Venezuela est l'objet d'un blocus économique de la part du gouvernement colombien d'Uribe, pour organiser la pénurie alimentaire et que les avoirs étrangers de l'entreprise nationale pétrolière PDVSA ont été confisqués à la demande de l'entreprise américaine Exxon Mobil, des bruits de bottes se font entendre aux frontières entre la Colombie et l'Equateur d'une part et la Colombie et le Venezuela d'autre part. On trouvera ci-dessous des extraits d'une déclaration de " Marea Socialista " journal du collectif de militants révolutionnaires dans le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV)

Le monde a pu voir l'aberrant massacre perpétué par le gouvernement de Uribe et ses forces militaires, dirigés et soutenus par les Etats-Unis contre Raul Reyes et dix sept guerilleros colombiens. Le refus d'accepter l'échange des otages, comme un pas dans la voie de la résolution de la crise interne que vit la Colombie depuis plus de cinquante ans, démontre que le chemin choisi par l'oligarchie vassale, soumise à l'impérialisme nord-américain est celui de provoquer une escalade d'agressions qui justifierait la transformation du territoire colombien en état génocidaire pour contrôler l'Amérique latine, à l'exemple d'Israël pour La Palestine, le Liban et tout le Moyen Orient.

Escalade guerrière

Contrairement à l'histoire mensongère d'un supposé affrontement armé, il est prouvé que ce qui est arrivé est un massacre dans un campement situé sur le territoire Equatorien. Pour essayer de démontrer les relations économiques des FARC avec le gouvernement Chavez et la permission donnée par le gouvernement équatorien à l'entrée des guerilleros sur son territoire, les forces armées colombiennes ont ajouté un nouveau mensonge en montrant des ordinateurs qui auraient appartenu à Raul Reyes et qui, de manière insolite, seraient restés intacts au milieu du bombardement.

Le massacre commis est la démonstration la plus claire du rejet par Uribe d'un accord et d'un échange humanitaire. Alors que quatre otages étaient libérés, la réponse du gouvernement est la mort, générant un sentiment d'impuissance et de terreur parmi les parents des autres civils aux mains des FARC. Il est apparu que le gouvernement colombien n'est pas intéressé ni par la vie des otages, ni par la paix, mais par la continuation de son escalade guerrière mettant en danger toute la région. Nous répétons, une fois de plus, que les FARC ont le droit, devant cette situation, de se défendre du gouvernement colombien, des mercenaires yanquis et des forces paramilitaires, malgré que nous ne partagions pas leurs méthodes de séquestrations de civils et leurs autres actions minoritaires qui ne renforcent pas la lutte pour en finir avec le gouvernement d'Uribe.

Bases militaires

Mais les Etats-Unis et leur supporter Uribe essaient, non seulement d'écraser à travers la répression les forces de la guérilla - ce qui signifie un sérieux risque de mort pour les otages des FARC un fait qui, sûrement, serait considéré comme " un dommage collatéral " - mais aussi d'aboutir à une situation politique et militaire qui donnerait une justification aux Etats-Unis pour consolider et étendre ici ses bases militaires afin de redoubler d'agression contre nos peuples, alors qu'il impulse au Venezuela des mesures de sabotage économique contre le peuple et le processus révolutionnaire, tout en persistant dans le soutien aux tentatives séparatistes en Bolivie.

Les troupes d'Equateur et du Venezuela aux frontières de la Colombie

Comme il était logique, le gouvernement de Correa, face à l'attitude d'Uribe a rompu les relations avec son gouvernement. Il en est de même pour le gouvernement du Venezuela qui a rappelé, lui aussi, son ambassadeur de Bogota et expulsé de notre pays la représentation colombienne. Les deux gouvernements, ont déployé leurs troupes, préventivement, aux frontières de la Colombie, des mesures que nous considérons comme justifiées, en défense et protection de la souveraineté territoriale de nos pays et pour faire face à de possibles et nouvelles incursions et attaques du gouvernement colombien et de l'impérialisme.

Mobilisations

Nous croyons qu'il est nécessaire que les gouvernements Chavez et Correa appellent à de massives mobilisations populaires contre l'agression, aussi bien en Equateur qu'au Venezuela. Dans le même temps que l'on fait des pas en avant dans la coordination avec toutes les forces réellement démocratiques, ouvrières, populaires et socialistes de Notre Amérique pour organiser des mobilisations continentales en exigeant, en premier lieu, la cessation de toute agression et le retrait immédiat des bases militaires américaines de tout le territoire de l'Amérique du Sud.

Modifié le mercredi 02 avril 2008

Voir aussi dans la catégorie Venezuela



Contre l'interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista. »



La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n'a rien à voir... »



Où va le Venezuela ?

Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président... »



Au cœur du marasme, un pôle anticapitaliste de masse prend corps



Le Venezuela traverse une crise économique et politique majeure : le pays miné par la chute du cours du pétrole, dans la mesure où 90 % de ses revenus proviennent de la vente de l'or noir, a... »



L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »



Pour un nouveau pôle

Nous reproduisons ici un article paru dans le numéro 663 de la revue Alternativa Socialista, sur les derniers développements au Venezuela. »
